

Changer l'Europe pour que l'euro serve l'emploi et les services publics ¹

Frédéric Boccara, Yves Dimicoli, Denis Durand

La dignité du peuple grec face au chantage et à l'injustice est un message d'espoir et de fierté pour toute l'Europe. Clin d'œil de l'histoire, c'est en Grèce, berceau de la démocratie moderne que Syriza redonne sens au pouvoir du peuple.

Les bases d'un accord entre la Grèce et ses créanciers sont connues, aucun économiste sérieux ne conteste qu'elles soient le moyen de sortir durablement de la crise :

- Respecter enfin le peuple grec qui a démocratiquement exprimé sa volonté de rester dans la zone euro et d'en finir avec l'austérité ;
- Convertir la dette existante et allonger son échéance pour libérer l'économie grecque du poids des intérêts et des remboursements qui bloquent aujourd'hui son redressement (de janvier à avril, la Grèce a versé 2,6 milliards d'euros d'intérêts) ;
- Mettre à la disposition des entreprises et des collectivités publiques grecques l'argent nécessaire aujourd'hui pour rendre durablement l'économie efficace et la société plus juste par des investissements efficaces et une expansion des services publics et ainsi : permettre aux 25 % de chômeurs d'exercer des emplois qualifiés, construire une administration et un système fiscal modernes, remettre le système de santé en état de marche, relancer l'éducation et la recherche, rénover les services publics.

La BCE en a les moyens. Depuis le 22 janvier, elle crée chaque mois 60 milliards d'euros par son nouveau programme de *quantitative easing* avec l'objectif d'aller jusqu'à 1 140 milliards. Au lieu de les injecter sur les marchés financiers, elle devrait – comme Pierre Laurent l'a proposé au Forum européen des alternatives le 31 mai – mobiliser son formidable pouvoir de création monétaire à travers un Fonds de développement économique, social et écologique européen, démocratiquement géré pour financer des investissements ciblés sur la sécurisation de l'emploi et sur le développement des services publics. Ce Fonds intercalé entre les États nationaux et la BCE serait créé pour financer les déficits des États s'ils développent leurs services publics. Il recevrait pour cela les euros de la BCE qu'il donnerait aux États à un taux quasi nul. Les traités l'y autorisent, car il serait une institution financière publique. Face à la prochaine crise financière qui se pré-

pare, la politique monétaire de la BCE devrait décourager sévèrement le gonflement des opérations financières qui rapproche cette crise, et inciter au contraire les banques à financer les projets répondant à des critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée), sociale (création et sécurisation des emplois et de la formation) et écologique (économies d'énergie et de ressources naturelles). La Grèce, mais aussi l'économie de la zone euro et tous les Européens qui souffrent de l'austérité, en bénéficieraient. Chaque pays recevrait ainsi une allocation d'euros.

La BCE, le FMI et les chefs de gouvernements européens s'y refusent. Ils ont terriblement peur que Syriza démontre qu'une autre politique est possible dans l'Union européenne, et ils semblent même prêts pour l'en empêcher à pousser la Grèce hors de l'euro, avec tous les dangers que cela comporterait pour la Grèce, mais aussi pour chaque pays de l'UE, à commencer par ceux du Sud tels le Portugal, l'Espagne et l'Italie. C'est dire les dangers pour la construction européenne et pour la stabilité de l'économie mondiale. Au lieu de se faire complice de ce véritable coup d'État où la finance est utilisée comme une arme, qu'attend François Hollande pour mettre le poids de la France au service d'une vraie solidarité entre l'ensemble des pays de la zone euro ? Il est encore temps de le faire, en s'appuyant sur le formidable exemple démocratique qu'Alexis Tsipras donne en consultant le peuple sur l'état des discussions au sein de l'Eurogroupe.

Rien n'est plus urgent, pour tous les peuples européens, que de porter dans les heures qui viennent la mobilisation pour la Grèce à un niveau qui la rende irrésistible face à la pression des marchés financiers et à l'irresponsabilité dangereuse des dirigeants européens.

Ce qui se passe en Grèce interroge toute l'Union européenne : c'est l'UE qui doit changer pour appuyer autrement les peuples et leur développement. Ce que doit faire la BCE, elle doit le faire pour chaque pays de l'UE du Sud au Nord de l'Europe car c'est toute l'Europe qui est malade de l'austérité et de la finance. C'est un message de paix et de coopération face à la guerre économique renforcée dans laquelle on veut entraîner les peuples.

Ensemble, c'est en reprenant le pouvoir sur l'argent et son utilisation qu'un autre monde est possible ! ■

1. Déclaration envoyée à *l'Humanité* le 6 juillet 2015.